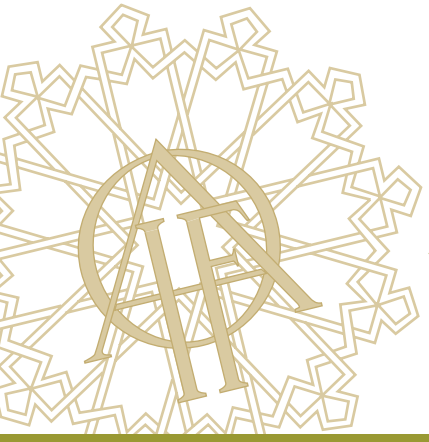
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE



ANNALES ISLAMOLOGIQUES

en ligne en ligne en ligne en ligne en ligne en ligne en ligne en ligne en ligne en ligne

AnIsl 45 (2011), p. 79-98

Antonio Peláez Rovira

Les dynamiques sociopolitiques entre Grenade et Malaga au ove siècle.

Conditions d'utilisation

L'utilisation du contenu de ce site est limitée à un usage personnel et non commercial. Toute autre utilisation du site et de son contenu est soumise à une autorisation préalable de l'éditeur (contact AT ifao.egnet.net). Le copyright est conservé par l'éditeur (Ifao).

Conditions of Use

You may use content in this website only for your personal, noncommercial use. Any further use of this website and its content is forbidden, unless you have obtained prior permission from the publisher (contact AT ifao.egnet.net). The copyright is retained by the publisher (Ifao).

Dernières publications

9782724711264	*La chapelle d'Osiris Ounnefer Neb-djefaou*	Laurent Coulon
9782724711752	*Guide du Caire Islamique*	Hadrien Collet
9782724711660	*Mélanges de l'Institut dominicain d'études orientales 41*	Adrien Candiard (éd.)
9782724711745	*Bulletin archéologique des Écoles françaises à l'étranger (BAEFE)*	
9782724711271	*Du côté de chez Zeus*	Emmanuel Botte (éd.), Hélène Cuvigny (éd.), Michel Reddé (éd.)
9782724711677	*La Description de l'Égypte*	Paul-Marie Grinevald
9782724711714	*La pensée et la pratique pharmacologiques d'Avicenne*	Sylvie Ayari
9782724711899	*BCAI 40*	

© Institut français d'archéologie orientale - Le Caire

ANTONIO PELÁEZ ROVIRA

Les dynamiques sociopolitiques entre Grenade et Malaga au xv^e siècle

L'histoire du royaume nasride de Grenade est celle du dernier État musulman de la péninsule Ibérique. Ce royaume traversa de manière cyclique des périodes de luttes internes et d'affrontement avec les États voisins des deux rives de la Méditerranée, depuis sa création, avec la proclamation de Muḥammad I à Grenade, jusqu'à sa disparition en 1492, à la suite des accords de reddition de Grenade signés entre l'émir nasride Abū ʿAbd Allāh Muḥammad (Boabdil) et les rois catholiques[1]. Entre ces deux dates, la physionomie du territoire nasride subit des transformations dues principalement au phénomène connu sous le nom de *Reconquista* – c'est-à-dire, le recul territorial musulman devant l'avancée du royaume de Castille[2] – et à des luttes internes. Joua également un rôle non négligeable dans ces évolutions la présence au sud de la péninsule de l'élément mérinide qui a constitué une source de

1. Arié, *L'Espagne musulmane au temps des Naṣrides* ; Boloix Gallardo, *De la taifa de Arjona al reino nazarí de Granada* ; Ladero Quesada, « El reino nazarí de Granada » ; *id.*, *Granada. Historia de un país islámico* ; López de Coca, « El período nazarí » ; Vidal Castro, « Historia política » ; Torres Delgado, *El antiguo reino nazarí de Granada*. Sur les sources et études bibliographiques, voir : Viguera Molins, « Fuentes árabes alrededor de la guerra de Granada » ; *id.*, « La cultura nazarí y sus registros históricos » ; *id.*, « Sobre documentos árabes granadinos » ; Peláez Rovira, « Balance historiográfico del emirato nazarí de Granada ».
2. Viguera Molins, « Guerra y paz en la frontera nazarí desde las fuentes árabes » ; Torres Delgado, « El territorio y la economía » ; Torres Fontes, « Dualidad fronteriza : guerra y paz ».

AnIsl 45 (2011), p. 79-98 Antonio Peláez Rovira
Les dynamiques sociopolitiques entre Grenade et Malaga au ove siècle.
© IFAO 2026 AnIsl en ligne https://www.ifao.egnet.net

tension continue avec l'État nasride[3], dont Ibn Ḫaldūn attribue la survie à l'action des *ġuzāt* mérinides – des princes exclus de la compétition pour le pouvoir à Fès[4]. Les guerres, conflits et traités de paix ont constitué la trame événementielle du Royaume nasride. Toutefois, ni le rôle de la ville de Grenade dans la structuration du territoire, ni sa capacité à concentrer la légitimité du pouvoir politique nasride autour de ses institutions n'ont été suffisamment abordés[5].

C'est précisément sur cet aspect que le présent article souhaite se pencher en montrant que la ville de Grenade n'a pas toujours été le siège du pouvoir politique de manière unilatérale, mais que ses autorités politiques ont plutôt été obligées de le partager avec un autre centre politique, économique et stratégique du territoire musulman, à savoir Malaga[6], et de défendre le siège du pouvoir – au risque de le perdre – contre les gouvernants de cette ville côtière, sans même parler des autres villes parsemant le territoire nasride, susceptibles d'être étudiées pour mettre en lumière leur compétition avec le pouvoir de Grenade. On montrera que les luttes entre les deux cités ne sont pas seulement des guerres civiles (*fitna*) internes au royaume nasride, mais une véritable lutte pour imposer un pouvoir politique autonome unique – dans le cas de Malaga –, même si la population n'est pas impliquée directement dans les décisions politiques. Les données sociales sont rares, mais l'étude des modalités de la *bayʿa* semble fournir un terrain pour analyser l'affirmation de cette autonomie face au pouvoir central.

Le contexte nasride au XV^e siècle un terrain pour une analyse en termes de polyarchie

Tout au long de la riche histoire du royaume nasride au XV^e siècle, on rencontre des personnages historiques aux parcours politiques divers (monarques, chefs militaires, juges) qui furent promus au sein des institutions nasrides, en exerçant des charges et des responsabilités politiques croissantes. Le « pouvoir » peut être défini comme un élément fondé sur certaines ressources – économiques, religieuses, culturelles –, qui ont tendance à être contrôlées par les autorités politiques en fonction de leur intérêt politique[7]. D'après une définition classique, l'État est l'organe qui apporte toute son efficacité à l'action du pouvoir politique, puisque le groupe de personnes qui lui appartient réclame pour lui-même le monopole de l'usage de la violence physique légitime dans le cadre d'un territoire déterminé[8]. Si on aborde cette question pour le Royaume nasride de Grenade, on note que la conception traditionnelle de l'État centralisateur des fonctions étatiques et de l'activité gouvernementale domine dans l'historiographie. Historiquement, le siège classique du gouvernement et de l'entourage palatin a été conçu comme le centre de toute

3. Manzano Rodríguez, *La intervención de los Benimerines en la Península Ibérica* ; Garrido Clemente, « La actitud nazarí ante las expediciones benimerines » ; Vidal Castro, « Nazaríes y meriníes, caminos entrecruzados : al-Andalus y el Magreb al-Aqsà ("Marruecos") ».
4. Martínez Gros, « La théorie d'Ibn Khaldûn sur le royaume de Grenade ».
5. Peláez Rovira, *El emirato nazarí de Granada en el siglo XV*.
6. Calero Secall et Virgilio Martínez, *Málaga, ciudad de al-Andalus*.
7. Stoppino, « Poder », p. 1190-1202.
8. Weber, *El político y el científico*, p. 83.

© IFAO 2026 AnIsl en ligne https://www.ifao.egnet.net

autorité politique, et le trône comme le seul dépositaire de la souveraineté. Le gouvernement officiel du royaume nasride se serait exercé depuis l'Alhambra, axe à la fois symbolique et réel du pouvoir politique, lié à la légitimité des gouvernants nasrides [9] : ce mode de fonctionnement serait donc le contraire du polycentrisme. En revanche, et en prenant la *bayʿa* comme fil conducteur de l'étude, on insistera ici sur l'exercice polyphonique de l'autorité étatique, partagée entre les autorités politiques et militaires de Grenade et de Malaga, qui va de pair avec une certaine tendance à la décomposition du royaume nasride et à l'émergence de centres urbains concurrents. Pour cela, il faut en permanence tenir compte du fait que convergeaient dans la figure du chef de l'État islamique médiéval l'ensemble des pouvoirs politiques, grâce à son contrôle légitime des institutions. Cet aspect est exprimé symboliquement par des paroles attribuées au prophète Muḥammad qui évoquent la relation entre la qualité du chef d'État, la dégradation de son autorité (prophète, calife, émir, roi, tyran) et son éloignement de l'état idéal de l'unité islamique [10].

La diversité des données disponibles et la complexité des arguments dont le chercheur dispose pour défendre cette hypothèse obligent à se centrer sur une période déterminée, sur un aspect concret des relations interurbaines et sur un seul lieu, même si l'on pourrait étendre l'enquête à d'autres villes nasrides (Ronda, Guadix, Baza, Almeria, etc.) et à un autre type de connexions (économie, justice, idéologie) afin d'évaluer la validité de la théorie du polycentrisme pendant la durée du royaume nasride. Pour cette raison, le présent essai se concentre sur la ville de Malaga au cours du XV^e^ siècle et sur ses relations sociopolitiques avec le trône grenadin de l'Alhambra, et en particulier, la pratique institutionnelle de ces deux villes dans le cadre d'une rivalité suscitée par le désir d'exercer le pouvoir politique et de contrôler le siège légitime des institutions. On a sélectionné diverses manifestations politiques de nature gouvernementale qui se succédèrent au cours du dernier siècle nasride, et surtout vers le milieu de celui-ci, comme les exemples les plus clairs du jeu politique qui existait entre les deux villes. Ce phénomène sera étudié du point de vue des polyarchies [11] qui affectent d'une manière évidente le contrôle réel des territoires islamiques de la Péninsule et amènent à s'interroger sur le contrôle effectif exercé par la dynastie nasride sur le territoire du royaume. Dans ce cadre, il sera utile de se demander si Malaga a bénéficié d'un pouvoir politique suffisamment autonome pour gérer à la fois des intérêts purement locaux et ceux relevant de la conjoncture politique internationale, en concurrence avec Grenade.

Pour amorcer la réflexion concernant les pratiques sociopolitiques qui avaient cours entre Malaga et Grenade, on peut remonter à un épisode complexe de lutte entre deux rivaux politiques nasrides, aux chances inégales, qui eut lieu en 1429. Il s'agit du retour dans la péninsule Ibérique de Muḥammad IX, dit « le Gaucher » (*al-Aysar*), qui avait été détrôné et exilé en janvier 1427 en Tunisie après avoir usurpé pendant huit années le pouvoir de Muḥammad VIII « le Petit » (*al-Ṣaġīr*), qui récupéra ainsi son trône. Ce retour fut précédé par un important

9. Puerta Vílchez, *Los códigos de utopía de la Alhambra de Granada*.
10. Lewis, *El lenguaje político del Islam*, p. 77.
11. Ce mot est la traduction de *poliarquías* en espagnol (plusieurs pouvoirs), à ne pas confondre avec un phénomène similaire à la tétrarchie (un partage territorial voulu). Il définit la coexistence de plusieurs pouvoirs politiques dotés d'une certaine autonomie territoriale, et pas seulement des situations de guerres civiles. Voir Peláez Rovira, *El emirato nazarí de Granada en el siglo XV*, p. 182-225, 330-338.

© IFAO 2026 AnIsl en ligne https://www.ifao.egnet.net

mouvement d'émigration vers les côtes nord-africaines, favorisé par les rois de Castille et d'Aragon qui avaient octroyé des sauf-conduits aux émigrants, avec l'objectif clair de s'immiscer dans la politique nasride[12]. Le réfugié politique nasride le plus célèbre, grand vizir sous le premier règne de Muḥammad IX, était le puissant Yūsuf ibn al-Sarrāǧ, qui exerçait la fonction de caïd (*qā'id*) de Vera avant de quitter le territoire grenadin vers la fin de 1428[13]. Le roi de Castille l'envoya à Tunis avec le régisseur de Murcie afin qu'il usât de son influence sur le roi nasride Muḥammad IX pour le faire revenir de son exil[14]. La couronne d'Aragon n'est pas restée non plus à l'écart des manœuvres visant au retour du monarque nasride en mai 1429, puisqu'elle essaya de contrôler sa venue dans la Péninsule[15]. Finalement, l'intervention diplomatique de la Castille porta ses fruits : elle parvint à rapprocher le sultan hafside, qui accueillait le nasride dans son exil, de la couronne de Castille[16] et facilita ainsi le retour de l'émir Muḥammad IX vers le royaume nasride. La stratégie rencontra un succès indubitable dans le territoire grenadin comme le démontre le passage suivant d'une chronique qui décrit les villes ayant accueilli Muḥammad IX après son séjour tunisien :

> *é vinieron por tierra de Africa sesenta jornadas hasta que llegaron á la cibdad de Oran que es en el Reyno de Tremecen, é de allí vinieron en Vera, que es en el Reyno de Granada, donde este Rey Don Mahomad el Izquierdo fué recebido por Rey. E luego como en Almería se supo que el Rey Izquierdo era en Vera, embiáronle á pedir por merced que se fuese para allá é lo recibirian por Rey, é así se hizo. Sabido esto por el Rey Pequeño, enbió contra él un Infante su hermano con hasta setecientos de caballo ; é llegados en vista los unos de los otros, pasáronse las dos partes de los del Rey Pequeño al Rey Izquierdo, é los otros tornáronse fuyendo para Granada. E partióse el Rey Izquierdo á Almeria, é fuése para Guadix, é diósele luego*[17].

Les villes de Vera, Almeria et Guadix étaient donc favorables à Muḥammad IX et le proclamèrent roi. Dans le cas d'Almeria, Muḥammad VIII le Petit, roi de Grenade, envoya l'un de ses frères mettre fin au soutien qu'elle apportait à son rival, mais une partie du convoi nasride déserta et se rangea du côté de ce dernier, provoquant ainsi la défaite des troupes émirales et leur fuite vers Grenade. En ce qui concerne la population d'Almeria, l'expression « *recibieron por Rey, é así se hizo* » souligne que Muḥammad IX fut proclamé souverain nasride. En ce sens, les remarques du marchand florentin Luca di Maso degli Albizzi, notées dans son journal trois ans après les faits pour décrire l'attitude des habitants de la région, sont claires :

12. Salicrú i Lluch, *Documents per a la història de Granada*, doc. 163, p. 203-204, doc. 164, p. 204-205.
13. Torres Fontes, « Las relaciones castellano-granadinas, 1427-1430 », p. 96.
14. Pérez de Guzmán, *Crónica del rey don Juan*, chap. XV, p. 449.
15. Salicrú i Lluch, *Documents per a la història de Granada*, docs. 186-188, p. 226-229.
16. Brunschvig, *La Berbérie Orientale*, I, p. 228-229.
17. Pérez de Guzmán, *Crónica del rey don Juan*, chap. XV, p. 449.

© IFAO 2026 AnIsl en ligne https://www.ifao.egnet.net

Il perchè, circha tre anni passati, questo garzone [Muḥammad VIII] aveva ritolto i' regno al zio [Muḥammad IX] e lui cacciato del paese, il quale se n'andò a`re di Tunisi et da lui aveva aute navi et galee, et in quegli dì che noi passamo era venuto in Almeria et quivi smontato in terra et col favore de' paesani ripreso il regno como di sopra si dice[18].

Dans le cas de Guadix, l'un des chefs militaires qui avaient intronisé l'émir Muḥammad IX au début de son premier règne, provenait de cette ville[19]. Mais que signifie être proclamé émir ? Jusqu'à quel point Malaga a-t-elle été impliquée dans ces événements ? Muḥammad VIII gouvernait Grenade, tandis que dans ces villes Muḥammad IX était proclamé émir. L'émir exilé revint donc avec l'appui d'une partie importante de la population de la zone orientale du territoire nasride et il reçut sa *bayʿa*.

Bayʿa et légitimation

Ce terme fait référence à un processus de légitimation du pouvoir politique propre à l'Islam classique[20]. Selon le socio-politologue M. Duverger, le souverain est légitime quand sa population lui obéit sans qu'il ait recours à la force, d'une manière institutionnalisée et normalisée : « Le pouvoir n'est pas un simple fait matériel, une "chose", comme dirait Durkheim ; il est lié profondément à des idées, à des croyances, à des représentations collectives. Ce que les hommes pensent du pouvoir est un des fondements essentiels du pouvoir[21] ». Dans le cas des Nasrides et de l'Islam médiéval en général, le pouvoir politique formalisait ce soutien de la société à travers le mécanisme politico-religieux de la *bayʿa*. Ce terme désigne l'acte par lequel un certain nombre de personnes, soit individuellement soit en groupe, reconnaissent l'autorité d'une autre personne. Parmi les diverses acceptions de ce terme, on retiendra ici essentiellement la définition d'acte de désignation d'un candidat qui doit occuper la fonction de chef d'État, de calife selon les rituels des premiers États islamiques[22].

La *bayʿa* symbolise un accord contractuel entre le gouvernant et les sujets gouvernés – autorités et population – par lequel les deux parties acceptent certaines obligations mutuelles. La désignation du gouvernant avait lieu avant la cérémonie et se terminait par un serment de fidélité de la communauté qui, dans la pratique, se composait de groupes de fonctionnaires de l'administration civile, militaire, judiciaire et, exceptionnellement, de chefs religieux[23]. La sélection du gouvernant est normalement confiée aux personnes qualifiées (*ahl al-iḫtiyār*) qui doivent remplir une série de conditions éthiques et professionnelles les rendant aptes à choisir le meilleur candidat[24]. Toutefois, la désignation avait lieu dans la pratique après

18. Mallett, *The Florentine Galleys*, p. 269-270, feuillets 108 r° - 108 v°.
19. Seco de Lucena, « Nuevas rectificaciones a la historia de los naṣríes », p. 394-395.
20. Fierro, « La legitimidad del poder en el Islam ».
21. Duverger, *Droit constitutionnel et institutions politiques*, p. 17.
22. Tyan, « Bayʿa » ; Marsham, *Rituals of Islamic Monarchy*, p. 40-59.
23. Lewis, *El lenguaje político del Islam*, p. 102.
24. Al-Māwardī, *al-Aḥkām al-sulṭāniyya*, p. 6 , trad. Fagnan, p. 7 ; al-Wanšarīsī, *Kitāb al-wilāyāt*, p. 2, trad. p. 11.

© IFAO 2026 AnIsl en ligne https://www.ifao.egnet.net

l'accès du candidat au pouvoir et entérinait un fait accompli. Ce fut le cas lors de l'arrivée de Muḥammad IX sur les côtes nasrides à la suite des préparatifs diplomatiques des couronnes de Castille et d'Aragon. Si les habitants d'Almeria demandèrent à l'émir nasride de se rendre dans leur ville pour le proclamer émir, en revanche Guadix lui octroya l'investiture après coup. Il se peut qu'au cours des négociations entre les habitants, les autorités politiques et l'émir nasride ait eu lieu l'acte juridique que l'on appelle *ʿaqd*. Il désigne l'expression verbale de la volonté de deux parties ; elle peut être formulée par écrit lorsqu'il y a absence de l'une d'elles et le contrat fait alors état d'un accord passé antérieurement [25]. Par cet accord contractuel, le gouvernant était officiellement institué imam de la communauté islamique, même si les électeurs choisis étaient ceux qui, a posteriori, allaient valider la désignation de l'imam de la communauté [26].

Les gens qualifiés devinrent donc les responsables qui conféraient son caractère légal au contrat, ils étaient appelés les *ahl al-ʿaqd wa-l-ḥall* et étaient reconnus comme oulémas aptes à définir le consensus nécessaire (*iǧmāʿ*) [27]. Cette partie de la cérémonie d'investiture peut également être appelée *bayʿat al-ḫāṣṣa* (investiture de l'élite), expression qui fait directement référence à l'élite socio-économique [28]. Dans le cas d'al-Andalus, selon Ibn ʿIḏārī, la *bayʿat al-ḫāṣṣa* constituait l'acte le plus important de la proclamation du souverain et était, par conséquent, prononcé par les frères de l'émir, les membres de sa famille et les vizirs [29]. L'acte juridique de la *bayʿa* devait nécessairement être confirmé par la communauté des croyants (*umma*), pour que le gouvernant puisse exercer légitimement le pouvoir en fonction de l'autorité que le peuple lui accordait. Cette *bayʿa* publique était l'expression de l'accord entre la communauté et l'autorité politique assumée d'une manière légitime [30] ; la *bayʿat al-ʿāmma* était donc l'acte définitif de légitimation de l'autorité par la population [31]. L'objectif que l'on désirait atteindre grâce à cet acte juridique était le suivant : que le souverain, en tant que gouvernant, accomplisse ses obligations principales en matière d'affaires publiques. Selon al-Māwardī, par exemple, elles étaient les suivantes : maintenir la religion basée sur les principes établis, protéger le territoire islamique et ses habitants, appliquer les peines légales, approvisionner les frontières contre l'ennemi, lutter contre les infidèles, veiller à la juste distribution des butins de guerre et de l'aumône, gérer le Trésor public, élire des fonctionnaires loyaux et contrôler le personnel qui dépendait de l'État [32]. Quand on pense à la proclamation de Muḥammad IX le Gaucher, il faut tenir compte de ses engagements envers les villes qui considéraient son pouvoir politique comme légitime.

25. Chehata, « ʿAḳd », p. 328-330.
26. Lambton, *State and government in medieval Islam*, p. 18.
27. Rosenthal, *El pensamiento político en el Islam medieval*, p. 47-49.
28. Tyan, « Bayʿa », p. 1147.
29. Sourdel, « "Wazīr" et "ḥāǧib" en Occident », p. 753.
30. Rosenthal, *El pensamiento político en el Islam medieval*, p. 49.
31. Tyan, « Bayʿa », p. 1147.
32. Al-Māwardī, *al-Aḥkām al-sulṭāniyya*, p. 18-19, trad. Fagnan, p. 30-32.

© IFAO 2026 AnIsl en ligne https://www.ifao.egnet.net

Le rôle de Malaga dans les rébellions de Muḥammad IX et d'Ismāʿīl III

Ajoutons à tout cela le rôle de la ville de Malaga dans les événements politiques liés à l'avancée implacable de Muḥammad IX vers le trône de Grenade. On trouve des informations sur ce point dans le journal du marin florentin Luca di Maso degli Albizzi. Une missive écrite à Malaga et adressée aux consuls de Florence le 18 octobre 1429, rapporte qu'un roi (Muḥammad IX) entra dans le royaume nasride, provoqua le soulèvement de la population d'une grande partie de ce territoire et gagna la ville de Grenade, pendant qu'un autre roi (Muḥammad VIII) était encore maître d'une forteresse (l'Alhambra) :

> *Questo regno di Granata è tutto in arme perochè uno re, che questo ch'è oggi cacciò poco tempo fa, è entrato in questo regno da pocho in qua e ànne ribellato grande parte, et al presente è in Granata e tiene la terra, et l'altro re la fortezza, sicchè i mercatanti sono in molto sospetto et paura* [33].

Le marchand florentin affirme que cette situation suscita la méfiance et la crainte des marchands, et plus précisément des commerçants présents à ce moment-là dans la ville de Malaga où lui-même se trouvait. Cela signifie que les élites socio-économiques du Royaume ont été affectées par le litige entre les deux rois nasrides, soutenu chacun par différentes villes et par divers groupes de la population. Ce n'est pas étonnant puisque la ville de Malaga faisait particulièrement partie du triangle du commerce international nasride, tout comme les deux autres villes qui prirent part à ce conflit : Grenade et Almeria [34]. En outre, la confrontation eut lieu pendant le court et vertigineux été 1429 [35], ce qui laisse croire à une opération préméditée, organisée par les partisans de Muḥammad IX, comme tendraient à le démontrer les sauf-conduits octroyés par la couronne d'Aragon à l'émir nasride et à ses compagnons avant ces événements [36]. Quoi qu'il en soit, Muḥammad IX finit par arriver dans la capitale grenadine :

> *Fué á la cibdad de Granada, é fue por los mas della rescebido por Rey, y el Rey Pequeño se retraxo al Alhambra con esos pocos que con él eran. Y el Rey Izquierdo asentó su real sobrél en un alcazar que dicen el Alqahizar, que es cerca del Alhambra. E Málaga é Gibraltar é Ronda, é todos los otros lugares del Reyno de Granada le embiaron á obedecer é á recibir por Rey* [37].

Alors que Muḥammad VIII se trouvait isolé dans l'Alhambra, son rival l'assiégea près de la forteresse et obtint l'allégeance des villes principales du territoire grenadin, parmi lesquelles se trouvait Malaga. Une fois de plus, le marchand florentin Luca di Maso degli Albizzi offre un

33. Mallett, *The Florentine Galleys*, p. 221-222, feuillets 61 v-62 r.
34. Garí et Salicrú, « Las ciudades del triángulo », p. 171-211.
35. Salicrú i Lluch, « La Corona de Aragón y los nazaritas en el segundo reinado de Muhamad *El Pequeño* », p. 207.
36. Salicrú i Lluch, *Documents per a la història de Granada*, docs. 189-190, p. 229-231.
37. Pérez de Guzmán, *Crónica del rey don Juan*, chap. xv, p. 449.

© IFAO 2026 AnIsl en ligne https://www.ifao.egnet.net

récit qui corrobore les données de la chronique castillane et relie Malaga aux événements grenadins. Le 12 mars 1430, il décrit le soulèvement de cette ville et la résistance de Muḥammad VIII le Petit avec ses effectifs militaires dans la forteresse de l'Alhambra :

> *Trovamo che Malicha [Malaga] s'era ribellata dallo re [Muḥammad VIII] che ubidiva all'andare che facemo in Fiandra, et ubidì al'altro re venuto di Tunisi, et così si deceva che aveva fatto Granata et tutto il paese et che el detto re s'era ridocto in Anbra, forte castello et mirabile in Granata, con più di 500 uomini, et quivi era asediato* [38].

Le texte avance clairement que Muḥammad VIII comptait au début sur l'appui et même l'obéissance de la ville de Malaga, ou au moins d'un secteur de sa population. Cette division interne n'est pas surprenante si l'on pense à l'activité marchande de la ville au début du premier commandement de cet émir [39] et aux différents intérêts économiques des marchands, tels qu'ils sont reflétés par les documents qui font référence aux relations commerciales de la ville avec les Génois en 1418 [40]. En outre, Muḥammad VIII semble avoir exercé un contrôle rigoureux sur cette ville, d'après ce qu'on peut déduire de son refus de laisser quelques chrétiens quitter Malaga où ils avaient trouvé refuge lors de la guerre de Pedro de Castilla : les demandes d'intercession arrivèrent jusqu'à la reine Catherine de Lancastre, régente de Castille [41]. Ce contrôle de fer peut aider à comprendre le rejet de ce monarque par la ville : dix ans plus tard, elle choisit le roi venu de Tunis. Une telle attitude montre bien que la population n'était pas unie sous un gouvernement, mais qu'elle était nettement divisée en raison des luttes internes des Banū Naṣr. De plus, le journal de Luca di Maso degli Albizzi n'évoque pas les révoltes qui secouent les villes d'Almuñecar, Salobreña et Vera, comme si la dispute territoriale de la dynastie nasride ne les affectait nullement. Ceci semble indiquer qu'elles jouissaient d'une certaine sérénité sous le règne de l'émir Muḥammad IX [42]. L'aspect de ce soulèvement politique le plus intéressant pour notre propos est toutefois mentionné dans les annales castillanes qui font allusion à l'existence de deux rois sur le territoire nasride :

> *En este año avía dos reyes en Granada, uno en la ciudad y otro en el Alhambra, y guerreábanse el uno al otro. Y el que estaba en el Alhambra llamaban el rey Mozo, y éste auía favor del rey de Castilla ; y el que estaba en la ciudad decían el Yzquierdo* [43].

La dignité de roi des deux rivaux était cependant bien différente. Muḥammad VIII le Petit conservait le pouvoir officiel et bénéficiait de la légitimité que lui procurait l'Alhambra, devenue symbole du trône. En revanche, Muḥammad IX contrôlait les ressorts du gouvernement

38. Mallett, *The Florentine Galleys*, p. 269-270, feuillets 108 r-108 v.
39. Vidal Castro, « Historia política », p. 153-155.
40. Salicrú i Lluch, *Documents per a la història de Granada*, doc. 33, 35-37.
41. *Ibid.*, doc. 38, p. 61.
42. Mallett, *The Florentine Galleys*, p. 270, feuillets. 108 v-109 r.
43. Garci Sánchez, *Anales de Sevilla*, p. 26.

© IFAO 2026 AnIsl en ligne https://www.ifao.egnet.net

et de l'administration nasride, moyennant la soumission du territoire et de la ville de Grenade, avant même que son pouvoir ne s'exerçât sur l'entourage du palais. On peut dire que l'émir de l'Alhambra était officiellement le chef de l'État, le souverain du royaume nasride, tandis que son rival exerçait le pouvoir avec une autorité politique certaine, comme le prouve son activité administrative avant qu'il n'occupe l'Alhambra. Selon un document arabe daté du 15 *rabīʿ* II de 833/11 janvier 1430, Muḥammad IX accorda une exemption fiscale aux biens haboussés d'une mosquée de Berja, localité située dans la zone soumise par les rebelles à la suite de leur débarquement sur les côtes péninsulaires [44]. Une telle action était destinée à lui attirer l'estime des Grenadins puisque l'institution des habous contribuait à maintenir l'infrastructure sociale, économique et culturelle, et était conçue comme un moyen de générer des ressources pour le bien-être de la société [45]. Peu après, entre la fin mars et début avril 1430, Muḥammad VIII fut détrôné [46] et le nouvel émir de Grenade domina définitivement tout le royaume nasride depuis l'Alhambra.

Un soulèvement – celui d'Ismāʿīl III – eut lieu, contre Muḥammad IX cette fois, deux décennies plus tard, avec l'aide du roi de Castille et la participation des autorités politiques de Malaga. Ce mouvement fit suite à une importante campagne de pillages et de vols menée contre leurs voisins castillans par les troupes nasrides de Muḥammad IX au cours de l'été 1449 : elles se déplacèrent depuis la frontière orientale du Royaume – avec des incursions dans la région de Murcie – en passant par la région frontalière de Jaen, en direction d'Antequera (près de Malaga) et d'Utrera jusqu'à la zone occidentale. Le butin fut important, notamment en bétail, et de nombreux captifs furent faits [47]. Cette catastrophe provoqua la réaction exaspérée des autorités castillanes qui appuyèrent un nouvel aspirant au trône, du nom d'Ismāʿīl, sans que le roi de Castille cessât ses contacts avec l'émir de Grenade, le vieux Muḥammad IX [48]. La politique castillane donna lieu à une nouvelle crise institutionnelle au sein du territoire grenadin vers mars 1450, si l'on en croit la chronique suivante :

> *Porque en el dicho regno de Granada se yvan ençendiendo algunas devisiones e discordias, espeçialmente por causa de un ynfante don Ysmael, el cual con el favor del rey de Castilla avía tomado título del regno de Granada e señoreava algunos logares del dicho regno. Espeçialmente en este mes de marzo del dicho año [de 1450] tomó a Málaga e fue en ella resçevido por rrey ; e asy yva ensanchando en título e juridiçión* [49].

Le texte évoque le roi qui avait pris possession – *título* (titre) – du royaume de Grenade et gouvernait certains lieux. Il fait ainsi allusion à la proclamation d'Ismāʿīl, roi de Malaga – *fue en ella resçevido por rrey*. Il permet d'analyser en détail le processus de légitimation du nouveau

44. Seco de Lucena, *Muḥammad IX, sultán de Granada*, p. 55.
45. Carballeira Debasa, « Pauvreté et fondations pieuses dans la Grenade nasride », p. 416.
46. Vidal Castro, « Historia política », p. 160, note 61.
47. Ibn ʿĀṣim, *Ǧannat al-riḍà*, I, p. 320-322 ; Pérez de Guzmán, *Crónica del rey don Juan*, chap. IX, p. 668 ; Seco de Lucena, *Muḥammad IX, sultán de Granada*, p. 218.
48. Salicrú i Lluch, *El sultanat de Granada*, p. 417-426.
49. López de Coca, « Revisión de una década de la historia granadina », p. 72.

© IFAO 2026 AnIsl en ligne https://www.ifao.egnet.net

monarque et l'obéissance de la population de Malaga, qui est en accord avec la tendance de cette dernière à l'autonomie. Avant cet épisode, Ismāʿīl s'était établi dans la forteresse de Comares au mois de *ṣafar* de 854 / 16 mars-13 avril 1450 et s'était emparé de plusieurs localités de la région occidentale de Malaga. Ensuite, il entra à l'Alcazaba de Malaga le 19 *ṣafar* de 854/3 avril 1450 [50]. Entre ces deux évènements qui se déroulèrent sur une quinzaine de jours, un volume important de documents officiels fut échangé entre la Chancellerie royale de Castille, les conseils castillans et les autorités grenadines. Le 25 mars, le conseil de Jerez de la Frontera reçut une missive l'informant de la prochaine arrivée à Malaga du vizir Ibn ʿAbd al-Barr, collaborateur étroit de Muḥammad IX jusqu'à sa trahison, dans le but de proclamer Ismāʿīl. Cette nouvelle fut confirmée le même jour par d'autres lettres, qui se montraient plus réservées quant à la proclamation d'Ismāʿīl, et exprimaient des doutes quant au nombre de ses partisans hors de Malaga :

> *Otrosy se leyeron dos cartas, una de la villa de Medina e otra de Alcala, en que enbian dezir que los caualleros de Alcala e de Ximena tomaron un moro, de qual sopieron como estauan en Malaga tres mill de cauallo, e que es entre ellos fama que vienen por resçebir por rey a Ysmael* [51].

Il nous faut introduire ici la question de l'intronisation du monarque par le biais de la *bayʿa*, qui eut sûrement lieu après l'occupation de l'Alcazaba de Malaga et qui lui conféra la légitimité nécessaire à son exercice du pouvoir [52]. Le territoire nasride était ainsi partagé entre l'émir de Malaga, Ismāʿīl III, et l'émir de Grenade, Muḥammad IX, qui ne resta pas inactif face à ce soulèvement. En effet, il profita du mécontentement de la population, de la *ḫāṣṣa* comme de la *ʿāmma*, lesquelles participèrent à la guerre civile (*fitna*) issue de ces évènements. La population était toutefois divisée : selon Ibn ʿĀṣim, Muḥammad IX bénéficia de l'appui des *fuqahā'* de Malaga qui condamnèrent la révolte et prirent clairement son parti. Ils conseillèrent en outre à la population de demeurer fidèle au monarque car ils considéraient les relations entre Ismāʿīl et les infidèles comme illicites : il avait vécu à la cour castillane et avait reçu l'appui de la Castille [53]. Toujours selon cet auteur, la guerre civile éclata dans le pays (*al-waṭan*, la patrie), et même la révolution (*al-ṯawra*). Mais cette explication, classique, en termes de guerre civile, ne pourrait-elle pas correspondre à la vision centralisatrice d'un homme décrit par son disciple Ibn al-Azraq comme attaché au pouvoir de Grenade [54] ? N'y avait-il pas plutôt une division au sein de la population du Royaume comme le suggèrent la chronique et la réaction des *fuqahā'* contre l'émir Ismāʿīl III ?

50. Ibn ʿĀṣim, *Ǧannat al-riḍà*, I, p. 191 ; Charouiti Hasnaoui, « La intervención de la mujer en la vida política granadina », p. 331 ; López de Coca, « Revisión de una década de la historia granadina », p. 72.
51. Abellán Pérez, « Jerez, las treguas de 1450 y la guerra civil granadina », p. 10.
52. Ibn ʿĀṣim, *Ǧannat al-riḍà*, I, p. 191 ; López de Coca, « Revisión de una década de la historia granadina », p. 72.
53. Ibn ʿĀṣim, *Ǧannat al-riḍà*, I, p. 191 ; Charouiti Hasnaoui, « La intervención de la mujer en la vida política granadina », p. 331-332.
54. Al-Maqqarī, *Azhār al-riyāḍ*, III, p. 320-322.

© IFAO 2026 AnIsl en ligne https://www.ifao.egnet.net

Le rôle des fuqahā'

Ces affirmations d'Ibn ʿĀṣim doivent être analysées séparément : d'un côté l'appui des *fuqahā'* (juristes) à Muḥammad IX et de l'autre l'accusation portée contre Ismāʿīl III d'avoir bénéficié du soutien castillan. Concernant les *fuqahā'* et la légitimation du gouvernant, il faut rappeler l'importance que les juristes sunnites attachaient aux modalités de son accession au pouvoir. Celui qui aspirait à devenir l'imam de la communauté pouvait être désigné par plusieurs méthodes, depuis la sélection par l'ensemble des musulmans jusqu'à la désignation confiée aux gens qualifiés (*ahl al-iḫtiyār*)[55]. Cette tâche retomba finalement sur les électeurs, qui devaient remplir certaines conditions morales pour être considérés comme compétents pour cette fonction, et connaître, en outre, les normes juridiques qui garantissent l'élection du gouvernant le mieux qualifié pour défendre l'intérêt public[56]. Toutefois, comme on l'a dit, les procédures de sélection ne faisaient qu'entériner la plupart du temps un pouvoir *de facto*, le candidat détenant déjà le pouvoir. Ainsi Ismāʿīl III n'aurait pu prendre Malaga ni être proclamé émir sans le contrôle de Comares et le soutien de la Castille, en somme sans un facteur de pression qui empêchât les gens qualifiés de choisir librement le gouvernant le plus approprié.

Le rôle joué par le refus des *fuqahā'* de voter en faveur de la proclamation d'Ismāʿīl III était néanmoins loin d'être négligeable. Ces oulémas (*ʿulamā'*, sing. *ʿālim*) considérés comme les gardiens, transmetteurs et interprètes du savoir religieux véhiculé par la Tradition islamique et sa loi, constituaient un groupe social reconnu pour ses fonctions juridico-religieuses dans la société islamique médiévale (juge, *muftī*, juriste, prédicateur, imam)[57]. Pour garantir la structuration de la société, les doctrines politiques islamiques se concentrèrent sur la communauté (*umma*), dont les rapports sociaux idéaux étaient basés sur la loi islamique (*šarīʿa*). Cet élément assit l'importance des oulémas au sein de la société[58].

Mais les oulémas d'al-Andalus ne se consacraient pas exclusivement à l'étude de la loi islamique ; en effet, la connaissance des sources juridico-religieuses et du droit islamique leur permettait d'occuper des postes liés à l'administration de la justice et au culte religieux[59], à tel point qu'al-Ġazālī, au XI^e^ siècle, conseilla au calife de s'appuyer sur les oulémas pour exercer sa fonction à la tête de l'État[60]. Le rôle du *faqīh* ne se limitait pas à spéculer sur la théorie politique et l'art de gouverner, mais il abordait également le gouvernement, une activité qui devait être réglée par la *šarīʿa*, dans tous ses aspects. Les traités de *fiqh* comprenaient ainsi généralement des sections concernant cette question[61]. Dans le cas de la proclamation d'Ismāʿīl III à Malaga, le soutien des juristes alla à Muḥammad IX, et ces derniers intervinrent de cette manière dans les luttes internes des Nasrides.

55. Lambton, *State and government in medieval Islam*, p. 18.
56. Al-Māwardī, *al-Aḥkām al-sulṭāniyya*, p. 6-7, trad. Fagnan, p. 7-8 ; al-Wanšarīsī, *Kitāb al-wilāyāt*, p. 2, trad. p. 10.
57. Gilliot, « ʿUlamā' », p. 864-868.
58. Siegman, « The state and the individual in Sunni Islam », p. 14.
59. Marín, « Ulemas en al-Andalus », p. 153-154.
60. Rosenthal, *El pensamiento político en el Islam medieval*, p. 56-57.
61. Lewis, *El lenguaje político del Islam*, p. 56-57.

© IFAO 2026 AnIsl en ligne https://www.ifao.egnet.net

Le soutien des oulémas constituait, dans la pratique, l'élément sociopolitique le plus efficace dans le processus de légitimation du pouvoir politique. En effet, ils acceptaient pratiquement toute autorité pourvu qu'elle ne reniât pas ouvertement la foi musulmane. Toutefois, l'affirmation progressive du principe de non-délégitimation du chef de l'État encouragea les *fuqahā'* sunnites à cantonner étroitement, voire à exclure, le rejet de la légitimité et le droit au soulèvement, dans un climat intellectuel de réalisme pessimiste qui tolérait la tyrannie plutôt que d'encourager l'anarchie et la guerre civile (*fitna*) [62]. Certains des juristes rejetaient la pratique politique de tel gouvernant nasride du XV^e siècle. Ainsi le célèbre Boabdil vit son activité politique auprès des Castillans durement critiquée sur des bases juridiques dans une *fatwā* émise par un groupe important de juristes de Grenade [63]. Son insoumission à l'égard de son père Abū l-Ḥasan ʿAlī (Muley Hacen) fut condamnée. On peut donc avancer l'hypothèse que les *fuqahā'* de Malaga préférèrent soutenir le règne d'un Muḥammad IX vieilli, qui menait de front plusieurs offensives à l'intérieur et à l'extérieur du territoire nasride [64], plutôt que de légaliser la proclamation d'un nouvel émir en la personne d'Ismāʿīl III, alors que ce dernier ne résolvait pas les problèmes internes. En effet, l'analyse des conditions idéales requises pour devenir chef de l'État montre que seule une personne possédant une certaine expérience, comme le vieux Muḥammad IX, pouvait gouverner les institutions islamiques. Les nombreuses qualités exigées étaient difficiles à réunir [65]. Le prince devait veiller à l'application de la loi islamique sur le territoire, ce qui peut expliquer la légitimation de Muḥammad IX par les *fuqahā'* de Malaga, puisqu'ils contrôlaient l'application des normes juridico-religieuses [66].

Quant à Muḥammad IX, lors de son retour d'exil, il reçut en premier lieu l'appui de la population de Grenade, puis le soutien des *fuqahā'* de Malaga. Mais que l'acte essentiel de validation du pouvoir soit dû à ces acteurs juridico-religieux implique-t-il l'adhésion de la population de Malaga ? Le chroniqueur Ibn ʿĀṣim indique qu'après la conquête de Malaga et les sauf-conduits donnés aux partisans d'Ismāʿīl III, Muḥammad IX reçut l'appui de la grande masse de population de Malaga et de la partie occidentale de la région [67]. Mais étaient-ce les mêmes sujets qui avaient proclamé l'émir Ismāʿīl III ? Il est difficile de répondre à cette question, mais quelques années auparavant, Muḥammad IX s'était réfugié au printemps-été 1445 à Malaga après avoir été détrôné par Yūsuf V. La population de Malaga avait donc connaissance de la façon de gouverner de cet émir depuis son retour d'exil et avant la conquête ultérieure de cette ville [68].

62. Fierro, « La legitimidad del poder en el Islam », p. 159.
63. Granja, « Condena de Boabdil por los alfaquíes de Granada ».
64. Seco de Lucena, *Muḥammad IX, sultán de Granada*.
65. Al-Māwardī, *al-Aḥkām al-sulṭāniyya*, p. 6-7 ; trad. Fagnan, p. 7-8 ; al-Wanšarīsī, *Kitāb al-wilāyāt*, p. 2, trad. p. 10.
66. Watt, *Islamic Political Thought*, p. 102-104.
67. Ibn ʿĀṣim, *Ğannat al-riḍà*, I, p. 192.
68. Ibn ʿĀṣim, *Ğannat al-riḍà*, II, p. 151-153 ; Vidal Castro, « Una década turbulenta de la dinastía nazarí de Granada », p. 89.

© IFAO 2026 AnIsl en ligne https://www.ifao.egnet.net

Il reste à résoudre la question de l'accusation portée contre Ismāʿīl III au sujet de ses relations avec les infidèles et avec le royaume de Castille. Il est vrai que cet émir reçut le soutien du roi castillan qui prit une série de mesures lui permettant de s'assurer du pouvoir et d'accroître l'étendue des territoires sous son contrôle. Ainsi, le Castillan lui accorda une trêve de cinq ans, ouvrit plusieurs ports frontaliers pour lui permettre de s'approvisionner et tenta de trouver des solutions au problème de la libération des captifs [69]. Parallèlement, Muḥammad IX faisait face au mécontentement des élites et du peuple, et obtenait le soutien des *fuqahā'* qui prirent parti pour l'émir de Grenade et exhortèrent la population à lui rester fidèle. Pour critiquer Ismāʿīl, ils mirent en avant ses relations avec les infidèles, non pas dans le cadre des pactes passés avec le monarque castillan et habituels dans le cadre de la politique nasride, mais en raison du soutien que lui apportèrent les Castillans et de son séjour à la cour de Castille [70], même si cette pratique était courante pour les émirs nasrides.

La question du soutien apporté par les Castillans aux prétendants au trône est récurrente : outre le cas de Boabdil déjà évoqué, on peut évoquer le cas de l'émir Abū Naṣr Saʿd et de son règne entrecoupé. Il permet également de mieux analyser les relations sociopolitiques entre Grenade et Malaga et de déterminer la possibilité d'une certaine autonomie de la ville côtière. Cet émir nasride arriva au pouvoir après l'abdication de Muḥammad X, « le Très Petit » qui gouverna après la mort de Muḥammad IX. Les sources castillanes suggèrent à cet égard que la population du royaume rasride était divisée entre ceux qui reconnurent l'autorité d'Abū Naṣr Saʿd, alors même qu'il résidait depuis longtemps à la cour castillane, et ceux qui préféraient Muḥammad X en raison de son jeune âge [71]. En outre, lors de l'avènement de Muḥammad X, le roi de Castille soutint Abū Naṣr Saʿd, en raison de « *la buena voluntad que los mas de los dichos moros tienen con el infante Çedica [Saʿd], que se cree e espera aver gran movymyento entre ellos* [72] ». Cet émir obtint finalement le pouvoir après l'abdication du jeune Muḥammad X [73], sans qu'il soit critiqué en raison de ses relations étroites avec les Castillans ou de son séjour à la cour de Castille. Ce fait met en évidence que les accusations contre Ismāʿīl III, voire contre Boabdil, au sujet de ses relations avec les infidèles n'utilisaient cet argument politico-religieux que de manière ciblée. Le plus remarquable est la vision centralisatrice de l'auteur du texte qui fait référence à la division du pays, mais sans octroyer aucune légitimité à l'émir de Malaga.

69. López de Coca, « Revisión de una década de la historia granadina », p. 72-73 ; Abellán Pérez, « Jerez, las treguas de 1450 y la guerra civil granadina », doc. 2, p. 16.
70. Ibn ʿĀṣim, *Ǧannat al-riḍà*, I, p. 191 ; Charouiti Hasnaoui, « La intervención de la mujer en la vida política granadina », p. 331-332.
71. Livermore, « Notas sobre la historia de Granada », p. 337-338 ; Vidal Castro, « Historia política », p. 182.
72. Lovera, *Colección Diplomática Medieval de Alcalá la Real*, doc. 72, p. 145.
73. López de Coca, « Revisión de una década de la historia granadina », p. 79.

© IFAO 2026 AnIsl en ligne https://www.ifao.egnet.net

Le modèle de la polyarchie

Avant de discuter le modèle de la polyarchie, il faut ajouter quelques données. Abū Naṣr Saʿd ne régna qu'une année, durée insuffisante pour consolider le trône et sceller des alliances politiques dans le royaume nasride. Ceci favorisa le retour de Muḥammad X, qui le détrôna et gouverna à nouveau [74]. Après avoir été chassé du trône, Abū Naṣr Saʿd chercha l'aide politique et militaire du roi de Castille. Pour prouver qu'il reconnaissait l'autorité castillane, il lui envoya son fils ʿAlī avec de loyaux dignitaires qui atteignaient le nombre de cent quarante chevaliers et trente soldats d'infanterie [75]. Les partisans de la cause de Saʿd regroupaient des dirigeants politiques et des chefs militaires issus des meilleurs lignages grenadins, y compris son fils Muḥammad qui gouvernait Almeria [76]. Après avoir exprimé son respect à la Castille par l'envoi de cette délégation, Abū Naṣr Saʿd essaya de récupérer le trône grâce à un déploiement militaire important et à l'aide du roi castillan. La guerre civile éclata en 1455 entre les partisans de Saʿd et ceux de Muḥammad X qui se retrancha dans l'Alhambra [77]. La politique du roi de Castille entre avril et juin de cette année prouve l'importance de Malaga, dans la Vega (les plaines) de laquelle il fit un séjour de plus d'une semaine, et de Grenade, où il établit son camp entre le 11 et 29 juin [78].

Tout au long de cette lutte interne au sein du royaume de Grenade, le roi de Castille fut attentif à toute information qu'il pouvait recevoir « *çerca de las cosas acaesçidas entre los reyes de Granada* [79] ». Cette affirmation ne laisse aucun doute quant à la conception polycentrique du conflit nasride du côté castillan. L'existence de plusieurs chefs politiques jouissant du statut de roi et le lien traditionnel qui existait entre le trône nasride et le centre politique de l'Alhambra, considérée comme la colonne vertébrale du royaume nasride de Grenade, sans qu'elle exerçât pour autant de contrôle effectif sur le territoire ni ne garantît l'unité du Royaume, oblige à remettre en question la soi-disant homogénéité de cet État. On peut dégager un nouveau modèle, polycentrique, d'analyse des structures étatiques grenadines, au moins pour le XVe siècle. En effet, tout au long de cette période, une série d'entités politiques de caractère supra-local s'étendirent à tout le territoire grenadin et acquirent une certaine autonomie qui permet de parler de polyarchie (coexistence de plusieurs pouvoirs politiques à caractère étatique au sein d'un même espace) [80].

Il faut ajouter à cela que tout gouvernant garantissait la cohésion du territoire gouverné par la délégation du pouvoir politique à des caïds (*qāʾid*, pl. *quwwād*). Ce terme qualifiait les détenteurs de plusieurs fonctions de l'administration civile et militaire grenadine ainsi que de défense des forteresses [81]. En tout cas, l'existence d'un caïd impliquait jusqu'à un certain degré l'acceptation par la population de l'autorité politique que celui-ci représentait. En outre, le service militaire

74. Vidal Castro, « Historia política », p. 183-184.
75. *Crónica anónima de Enrique IV de Castilla*, II, chap. XII, p. 23-24.
76. López de Coca, « Revisión de una década de la historia granadina », doc. 4, p. 90.
77. Livermore, « Notas sobre la historia de Granada », p. 340-344 ; Vidal Castro, « Historia política », p. 184.
78. Torres Fontes, *Itinerario de Enrique IV de Castilla*, p. 37-42.
79. López de Coca, « Revisión de una década de la historia granadina », doc. 80.
80. Peláez Rovira, *El emirato nazarí de Granada en el siglo XV*, p. 182-225.
81. Guichard, « El problema de la existencia de estructuras de tipo "feudal" », p. 134.

© IFAO 2026 AnIsl en ligne https://www.ifao.egnet.net

qu'il prêtait à l'autorité politique était une manière efficace de participer à l'exercice du pouvoir [82]. Muḥammad IX, après la conquête de Malaga au printemps 854/1450, s'établit dans l'Alcazaba avec tous ses caïds et serviteurs avant de recevoir l'appui de la grande masse de la population, dont on doit penser qu'elle se rangea du côté de l'émir conquérant [83]. En outre, même s'il faut tenir compte de la personnalité du caïd, certaines décisions de l'émir Abū Naṣr Saʿd contribuèrent à donner naissance au pouvoir politique de ʿAlī al-ʿAṭṭār, grande figure de l'histoire nasride, et à faire émerger son pouvoir autonome à Malaga. L'émir désigna en effet ʿAlī al-ʿAṭṭār comme caïd de la ville le 26 *ṣafar* de 862/13 janvier 1458, avec résidence à l'Alcazaba (*qaṣba*) [84]. Cette désignation eut comme conséquence le contrôle émiral de cette importante ville. Toutefois, par la suite, le caïd, dans une période de tension extrême, affirma un pouvoir autonome.

L'activité militaire de Saʿd à la tête de ses propres troupes réussit à unifier le territoire malgré des agressions castillanes continuelles. Quant à Malaga, dont le port était défendu par les autorités de la ville d'après une missive datant du mois de septembre 1457 [85], l'émir nasride lança une offensive depuis cette dernière contre Estepona, avec la participation du caïd ʿAlī al-ʿAṭṭār [86]. Tout indique que l'émir nasride contrôlait donc les ressorts politiques et militaires du royaume nasride, mais les incursions frontalières continues, la guerre contre la Castille tout au long des années 1458-1461 et le versement de sommes d'argent permettant d'obtenir de fragiles trêves entraînèrent l'affaiblissement de l'économie grenadine [87]. Le mécontentement croissant obligea l'émir à intervenir. Abū Naṣr Saʿd attribua la situation critique du Royaume à deux dirigeants politiques importants. Il les accusa d'être les rois effectifs, de s'emparer des contributions fiscales et de refuser de défendre le territoire. Pour finir, il fit mettre à mort plusieurs personnalités en juillet 1462. Cependant, une partie d'entre elles, parmi lesquelles ʿAlī al-ʿAṭṭār, réussit à fuir et à gagner Malaga. Ils proclamèrent dans cette ville un nouvel émir nommé Ismāʿīl, quatrième de ce nom, qui se trouvait jusque-là à la cour castillane [88]. À l'été 1462, le territoire grenadin était donc partiellement contrôlé par deux monarques : une nouvelle fois, s'affirmaient deux groupes politiques opposés faisant allégeance à deux rois issus des Banū Naṣr et deux capitales nasrides, Malaga et Grenade. La délimitation de ces deux Royaumes s'avère difficile en raison de l'insuffisance des données disponibles, mais le contrôle territorial d'Ismāʿīl IV s'exerçait sur une région allant au-delà de Malaga, d'après ce que l'on peut déduire des offensives militaires menées par le caïd ʿAlī al-ʿAṭṭār au cours de cette période [89]. Il parvint à gouverner Loja et à y établir un véritable pouvoir politique [90].

82. Ladero Quesada, « El reino nazarí de Granada », p. 344.
83. Ibn ʿĀṣim, *Ǧannat al-riḍà*, I, p. 192.
84. Labarta, « Cartas árabes malagueñas », p. 618-619, trad. p. 619.
85. Abellán Pérez, *Relaciones castellano-nazaríes*, doc. 14, p. 95-96.
86. Rojas Gabriel, *La frontera entre los reinos de Sevilla y Granada*, p. 256-257.
87. Torres Fontes, « Enrique IV y la frontera de Granada », p. 343-380.
88. Torres Fontes, « Las treguas con Granada », p. 177-178 ; Vidal Castro, « Historia política », p. 187-188.
89. Escavias, *Hechos del condestable don Miguel Lucas de Iranzo*, p. 76-82 ; Torres Fontes, « Las treguas con Granada », p. 169-177 ; Rodríguez Molina, « Incursiones en tierras granadinas », p. 13-40.
90. Peláez Rovira, *Loja en el ámbito del poder político nazarí*, p. 141-173.

© IFAO 2026 AnIsl en ligne https://www.ifao.egnet.net

Le comportement indépendant de Malaga envers l'autorité politique grenadine se manifeste encore une fois quelques années plus tard, quand l'émir Abū Naṣr Saʿd fuit son propre fils et se réfugie dans cette ville. En effet, le premier règne d'Abū l-Ḥasan ʿAlī commença en 1464 par un coup d'État qui éloigna définitivement son père Abū Naṣr Saʿd de la scène politique. Cette année-là, l'émir nasride demanda de l'aide au sultan mamlûk Ḫušqadam al-Ẓāhir et à l'émir hafside Uṯmān[91] pour faire face aux continuelles attaques castillanes[92]. C'est dans ces circonstances qu'Abū Naṣr Saʿd fut défait par son fils, d'après le voyageur égyptien ʿAbd al-Bāsiṭ : Abū l-Ḥasan ʿAlī se souleva contre son père, l'expulsa de Grenade et s'empara de la ville tandis qu'Abū Naṣr Saʿd se réfugiait à Malaga. Par la suite, l'émir de Grenade se réconcilia avec son père, motivé par des rumeurs qui avançaient que le roi de Castille allait déclarer la guerre contre le territoire grenadin, en profitant de leurs querelles. Finalement, il installa son père comme gouverneur d'Almeria, où ce dernier mourut à la fin de l'année 869/août 1465[93].

Il est difficile d'évaluer le degré de cohésion de la population de Malaga dans le contexte politique du XVe siècle, comme on l'a vu dans le cas d'Ismāʿīl III et de Muḥammad IX[94]. En revanche, à la fin du siècle, lors de la réduction en captivité des habitants de la ville après la conquête castillane[95], des efforts convergèrent face à l'extérieur, prenant la forme d'une demande adressée aux autorités des différentes villes nasrides, dont Grenade, afin qu'elles interviennent pour faire libérer les prisonniers : « *Los moros de Málaga enbiaron a Granada e Baza e Guadix e Almeria e por todo el reyno de Granada e enviaron a los moros e reyes de Allende a demandar limosna para dar el rescate*[96] ».

Cet élément ne permet pas de conclure que la pratique sociopolitique de Malaga n'a pas toujours été soumise à l'autorité nasride symbolisée par l'Alhambra, mais il apporte des données supplémentaires sur la cohésion de la population, qui montra à diverses reprises au XVe siècle des prétentions à l'autonomie par rapport au pouvoir central de Grenade. La ville de Malaga fut utilisée maintes fois par différents gouvernants pour mettre en place un pouvoir à caractère étatique et indépendant de Grenade, en se prévalant d'une autorité légitimée par la *bayʿa* et de l'appui plus ou moins explicite de la population. Cette conception de l'histoire politique nasride peut aider à mieux évaluer le degré d'implication de cette dernière et le rôle des forces politico-religieuses dans l'établissement de pouvoirs politiques autonomes, dans le cadre d'une étude générale des polyarchies, contribuant à dévoiler le polycentrisme du territoire grenadin.

91. Seco de Lucena, « Cuándo subió Muley Hacén al trono de Granada », p. 26 ; Brunschvig, *La Berbérie orientale*, p. 262.
92. Torres Fontes, « Las treguas con Granada », p. 192.
93. Levi Della Vida, « Il regno di Granata nel 1465-1466 », p. 325-326, trad. p. 328-330.
94. Ibn ʿĀṣim, *Ǧannat al-riḍà*, I, p. 192.
95. Ladero Quesada, « La esclavitud por guerra a fines del siglo XV », p. 63-88 ; González Arévalo, « Reflexiones en torno al cautiverio y la esclavitud en Málaga », p. 91-108 ; *id.*, « Cautivos moros y judíos en Málaga », p. 345-362.
96. Bernáldez, *Memorias del reinado de los Reyes Católicos*, p. 633.

© IFAO 2026 AnIsl en ligne https://www.ifao.egnet.net

Références bibliographiques

Instruments de travail

Encyclopédie de l'Islam, 2e édition, E.J. Brill, Leyde, 1954-2004, 12 volumes :
Chehata, Ch., « ʿAḳd », I, p. 328-330.
Gilliot, Claude, « ʿUlamāʾ », X, p. 864-868.
Tyan, Émile, « Bayʿa », I, p. 1146-1147.
Stoppino, Mario, « Poder », dans Norberto Bobbio *et al.* (éd.), *Diccionario de Política*, Siglo XXI, Madrid, 1998, 11e éd., p. 1190-1202.

Sources

Bernáldez, Andrés, *Memorias del reinado de los Reyes Católicos*, éd. et étude Manuel Gómez-Moreno et Juan de Mata Carriazo, Real Academia de la Historia, Madrid, 1962.
Crónica anónima de Enrique IV de Castilla (1454-1474), éd. Mª Pilar Sánchez Parra, Ediciones de la Torre, Madrid, 1991.
Escavias, Pedro de, *Hechos del condestable don Miguel Lucas de Iranzo (crónica del siglo xv)*, éd. et étude Juan de Mata Carriazo, *Colección de Crónica Españolas*, vol. III, Espasa-Calpe, Madrid, 1940.
Garci Sánchez, *Anales de Sevilla*, éd. Juan de Mata Carriazo, « Los Anales de Garci Sánchez, jurado de Sevilla », *Anales de la Universidad Hispalense* 14, 1953, p. 3-63.
Ibn ʿĀṣim, Muḥammad, *Ǧannat al-riḍà fī l-taslīm li-mā qaddar Allāh wa-qaḍà*, éd. Ṣalāḥ Ŷarrār, Dār al-Bašīr, Amman, 1989.
Juan Lovera, Carmen, *Colección Diplomática Medieval de Alcalá la Real. I. Transcripción de los documentos*, éd. Francisco Toro Ceballos, Esclavitud del Señor de la Humildad y María Santísima de los Dolores, Alcalá la Real, 1988.
Al-Maqqarī, *Azhār al-riyāḍ*, Sunduq Iḥyāʾ al-Turāṯ al-Islāmī, Rabat, 1978.
Al-Māwardī, *al-Aḥkām al-sulṭāniyya*, Dār al-Kutub al-ʿIlmiyya, Beyrouth, s. d. ; trad. Edmond Fagnan, *Les statuts gouvernementaux ou règles de droit public et administratif*, Le Sycomore, Paris, 1982.
Pérez de Guzmán, Fernán, *Crónica del rey don Juan, segundo deste nombre en Castilla y en León*, en *Biblioteca de Autores Españoles. Crónicas de los Reyes de Castilla desde don Alfonso el Sabio hasta los católicos don Fernando y doña Isabel*, 68, vol. 1, ed. Atlas, Madrid, 1953, p. 277-695.
Salicrú i Lluch, Roser, *Documents per a la història de Granada del regnat d'Alfons el Magnànim (1416-1458)*, CSIC, Barcelone, 1999.
Viguera Molins, Mª Jesús, « Fuentes árabes alrededor de la guerra de Granada », dans Miguel Ángel Ladero Quesada (éd.), *La incorporación de Granada a la Corona de Castilla. Actas del Symposium Conmemorativo del Quinto Centenario (Granada, 2-5 décembre 1991)*, Diputación Provincial de Granada, Grenade, 1993, p. 419-439.
—, « La cultura nazarí y sus registros históricos, biobibliográficos y geográficos », dans Concepción Castillo Castillo (éd.), *Estudios Nazaríes*, université de Grenade, Grenade, 1997, p. 165-189.
—, « Sobre documentos árabes granadinos », dans Celia del Moral Molina (éd.), *En el epílogo del Islam andalusí : la Granada del siglo xv*, université de Grenade, Grenade, 2002, p. 117-138.
Al-Wanšarisī, *Kitāb al-wilāyāt*, éd. et trad. Henri Bruno et Maurice Gaudefroy-Demombynes, éd. Félix Moncho, Rabat, 1937.

© IFAO 2026 AnIsl en ligne https://www.ifao.egnet.net

Études

Abellán Pérez, Juan, *Relaciones castellano-nazaríes. Jerez en los inicios del reinado de Enrique IV (1454-1457)*, Jiménez-Mena Editorial, Cadiz, 1985.

—, « Jerez, las treguas de 1450 y la guerra civil granadina », dans José Enrique López de Coca (éd.), *Estudios sobre Málaga y el Reino de Granada en el V Centenario de la Conquista*, Diputación Provincial de Málaga, Malaga, 1987, p. 9-17.

Arié, Rachel, *L'Espagne musulmane au temps des Nasrides (1232-1492)*, De Boccard, Paris, 1990 (réimpr.).

Boloix Gallardo, Bárbara, *De la taifa de Arjona al reino nazarí de Granada (1232-1246). En torno a los orígenes de un estado y de una dinastía*, Diputación Provincial de Jaén, Jaén, 2005.

Brunschvig, Robert, *La Berbérie orientale sous les Ḥafṣides des origines à la fin du XV^e siècle*, Librairie d'Amérique et d'Orient Adrien-Maisonneuve, Paris, 1982, 2 vol.

Calero Secall, M^a Isabel et Martínez Enamorado, Virgilio, *Málaga, ciudad de al-Andalus*, Agora-Université de Malaga, Malaga, 1995.

Carballeira Debasa, A.M., « Pauvreté et fondations pieuses dans la Grenade nasride : aspects sociaux et juridiques », *Arabica* 52/3, 2005, p. 391-416.

Charouiti Hasnaoui, Milouda, « La intervención de la mujer en la vida política granadina durante la primera mitad del siglo XV », dans Francisco Toro Ceballos et José Rodríguez Molina (coord.), *Estudios de Frontera. Alcalá la Real y el Arcipreste de Hita (Alcalá la Real, 22-25 noviembre 1995)*, Diputación Provincial de Jaén, Jaen, 1996, p. 323-334.

Duverger, Maurice, *Droit constitutionnel et institutions politiques*, Presses universitaires de France, Paris, 1959, 4^e éd, 2 vol.

Fierro, M^a Isabel, « La legitimidad del poder en el Islam », *Awrāq* 15, 1994, p. 147-161.

Garí, Blanca et Salicrú, Roser, « Las ciudades del triángulo : Granada, Málaga, Almería y el comercio mediterráneo de la Edad Media », dans David Abulafia et Blanca Garí (éd.), *En las costas del Mediterráneo Occidental : Las ciudades de la Península Ibérica y del reino de Mallorca y el comercio mediterráneo en la Edad Media*, Editorial Omega, Barcelone, 1996, p. 171-211.

Garrido Clemente, Pilar, « La actitud nazarí ante las expediciones benimerines a la Península : los šuyūḫ al-ġuzāt », dans Pablo Beneito Arias et Fátima Roldán Castro (coord.), *Al-Andalus y el Norte de África : relaciones e influencias*, Fundación el Monte, Séville, 2004, p. 67-110.

González Arévalo, Raúl, « Reflexiones en torno al cautiverio y la esclavitud en Málaga a fines de la Edad Media », *Studia historica. Historia medieval* 22, 2004, p. 91-108.

—, « Cautivos moros y judíos en Málaga en tiempos de los Reyes Católicos », *Baética* 27, 2005, p. 345-362.

Granja, Fernando de la, « Condena de Boabdil por los alfaquíes de Granada », *Al-Andalus* 36, 1971, p. 145-176.

Guichard, Pierre, « El problema de la existencia de estructuras de tipo "feudal" en la sociedad de al-Andalus (El ejemplo de la región valenciana) », dans *Estructuras feudales y feudalismo en el mundo mediterráneo (Siglos X-XIII)*, Crítica, Barcelone, 1984, p. 117-145.

Labarta, Ana, « Cartas árabes malagueñas », *Anuario de Estudios Medievales* 19, 1989, p. 611-625.

Ladero Quesada et Miguel Ángel, « La esclavitud por guerra a fines del siglo XV : el caso de Málaga », *Hispania* 27, 1967, p. 63-88.

—, « El reino nazarí de Granada », dans Antonio Domínguez Ortíz (dir.), *Historia de España. 4. De la crisis medieval al Renacimiento (Siglos XIV-XV)*, Editorial Planeta, Barcelone, 1988, p. 297-357.

—, *Granada. Historia de un país islámico (1232-1571)*, Gredos, Madrid, 1989.

—, (éd.), *La incorporación de Granada a la Corona de Castilla. Actas del Symposium Conmemorativo del Quinto Centenario (Granada, 2-5 décembre 1991)*, Diputación Provincial de Granada, Grenade, 1993.

Lambton, Ann K. S., *State and government in medieval Islam. An introduction to the study of Islamic political theory : the jurists*, Oxford University Press, Oxford, 1985.

Levi della Vida, Giorgio, « Il regno di Granata nel 1465-1466 nei ricordi di un viaggiatore egiziano », *Al-Andalus* 1, 1933, p. 307-334.

Lewis, Bernard, *El lenguaje político del Islam*, trad. M^a Mercedes Lucini Baquerizo, Taurus, Madrid, 1990.

© IFAO 2026 AnIsl en ligne https://www.ifao.egnet.net

Livermore, Harold, « Notas sobre la historia de Granada. El segundo rey chico, Muḥammad XI, y la sucesión de la casa de Abū Naṣr Saʿd, 1452-56 », *Al-Andalus* 28, 1963, p. 331-348.

López de Coca Castañer, José E., « Revisión de una década de la historia granadina (1445-1455) », *MEAH* 29-30/1, 1980-1981, p. 61-90

—, « El período nazarí (siglos XIII-XV) », dans Rafael G. Peinado Santaella et José E. López de Coca (éd.), *Historia de Granada*, vol. 2, *La época medieval. Siglos VIII-XV*, Editorial Don Quijote, Grenade, 1987, p. 241-368.

Mallett, Michael M., *The Florentine Galleys in the Fifteenth Century, with « The Diary of Luca di Maso degli Albizzi, Captain of the Galleys, 1429-1430 »*, Oxford University Press, Oxford, 1967.

Manzano Rodríguez, Miguel Ángel, *La intervención de los Benimerines en la Península Ibérica*, CSIC, Madrid, 1992.

Marsham, Andrew, *Rituals of Islamic Monarchy. Accession and Succession in the First Muslim Empire*, Edinburgh University Press, Edinburgh, 2009.

Martínez Gros, Gabriel, « La théorie d'Ibn Khaldûn sur le royaume de Grenade », dans Nilda Guglielmi et Adeline Rucquoi (éd.), *El discurso político en la Edad Media, Le discours politique au Moyen Âge*, Primed-Conicet-Cnrs, Buenos Aires, 1995, p. 189-215.

Marín, Manuela, « Ulémas en al-Andalus », dans Pedro Cano Ávila et Ildefonso Garijo Galán (éd.), *El Saber en al-Andalus. Texto y Estudios, I*, Université de Séville, Séville, 1997, p. 151-161.

Peláez Rovira, Antonio, « Balance historiográfico del emirato nazarí de Granada (siglos XIII-XV) desde los estudios sobre al-Andalus : instituciones, sociedad y economía », *Reti Medievali* 9, 2008, p. 1-48 (http ://www.retimedievali.it).

—, *Loja en el ámbito del poder político nazarí (siglo XV)*, Fundación Ibn al-Jatib de Estudios y Cooperación Cultural, Loja, 2009.

—, *El emirato nazarí de Granada en el siglo XV. Dinámica política y fundamentos sociales de un Estado islámico*, Editorial Universidad de Granada, Grenade, 2009.

Puerta Vílchez, José Miguel, *Los códigos de utopía de la Alhambra de Granada*, Diputación Provincial de Granada, Grenade, 1990.

Rodríguez Molina, José, « Incursiones en tierras granadinas del condestable Iranzo », *RCEHGR* 8, 1994, p. 13-40.

Rojas Gabriel, Manuel, *La frontera entre los reinos de Sevilla y Granada en el siglo XV (1390-1481)*, Université de Cadix, Cadix, 1995.

Rosenthal, Erwin I. J., *El pensamiento político en el islam medieval*, trad. Carmen Castro, Revista de Occidente, Madrid, 1967.

Salicrú i Lluch, Roser, « La Corona de Aragón y los nazaritas en el segundo reinado de Muhamad *El Pequeño* (1427-1429) », dans Pedro Segura Artero (coord.), *La frontera oriental nazarí como sujeto histórico (s. XIII-XVI). Actas del Congreso (Lorca-Vera, 22-24 de noviembre de 1994)*, Instituto de Estudios Almerienses, Almeria, 1997, p. 199-211.

—, *El sultanat de Granada i la Corona d'Aragò, 1410-1458*, CSIC, Barcelone, 1998.

Seco de Lucena Paredes, Luis, « Nuevas rectificaciones a la historia de los naṣrīes », *Al-Andalus* 20, 1955, p. 381-405.

—, « Cuándo subió Muley Hacén al trono de Granada », *Al-Andalus* 22, 1957, p. 21-30.

—, *Muḥammad IX, sultán de Granada*, éd. Concepción Castillo, Patronato de la Alhambra, Grenade, 1978.

Siegman, Henry, « The state and the individual in Sunni Islam », *The Muslim World* 54, 1964, p. 14-26.

Sourdel, Dominique, « "Wazīr" et "ḥāǧib" en Occident », dans *Études d'orientalisme dédiées à la mémoire de Lévi-Provençal*, G.-P.- Maisonneuve et Larose, Paris, 1962, vol. 2, p. 749-755.

Torres Delgado, Cristóbal, *El antiguo reino nazarí de Granada (1232-1340)*, Éd. Anel, Grenade, 1974.

—, « El territorio y la economía », dans Mª Jesús Viguera Molíns (coord.), *El reino nazarí de Granada (1232-1492). Política, Instituciones. Espacio y Economía*, dans José M.ª Jover Zamora (éd.), *Historia de España de Menéndez Pidal*, Espasa-Calpe, Madrid, 2000, vol. 8/3, p. 481-561.

Torres Fontes, Juan, « Las treguas con Granada de 1462 y 1463 », *Hispania* 23, 1963, p. 163-199.

—, « Enrique IV y la frontera de Granada. (Las treguas de 1458, 1460 y 1461) », dans *Homenaje al profesor Carriazo*, Université de Séville, Séville, 1973, vol. 3, p. 343-380.

—, « Las relaciones castellano-granadinas, 1427-1430 », dans Cristina Segura Graiño (éd.), *Relaciones exteriores del reino de Granada. IV Coloquio de historia medieval andaluza*, Instituto de Estudios Almerienses, Almeria, 1988, p. 83-103.

© IFAO 2026 AnIsl en ligne https://www.ifao.egnet.net

—, « Dualidad fronteriza : guerra y paz », dans Pedro Segura Artero (coord.), *Actas del Congreso La frontera oriental nazarí como sujeto histórico (s. XIII-XVI) (Lorca-Vera, 22-24 novembre 1994)*, Instituto de Estudios Almerienses, Almeria, 1997, p. 63-78.

—, *Itinerario de Enrique IV de Castilla*, CSIC-Université de Murcie, Murcie, s.d.

Vidal Castro, Francisco, « Historia política », dans Mª Jesús Viguera Molíns (coord.), *El reino nazarí de Granada (1232-1492). Política, Instituciones. Espacio y Economía*, dans José M.ª Jover Zamora (éd.), *Historia de España de Menéndez Pidal*, Espasa-Calpe, Madrid, 2000, vol. 8/3, p. 48-248.

—, « Una década turbulenta de la dinastía nazarí de Granada en el siglo XV : 1445-1455 », dans Celia del Moral (éd.), *En el epílogo del Islam*, Université de Grenade, Grenade, 2002, vol. 8/3, p. 75-116.

—, « Nazaríes y meriníes, caminos entrecruzados : al-Andalus y el Magreb al-Aqṣà ("Marruecos") », dans Pablo Beneito Arias et Fátima Roldán Castro (coord.), *Al-Andalus y el Norte de África : relaciones e influencias*, Fundación el Monte, Séville, 2004, p. 271-305.

Viguera Molins, Mª Jesús, « Guerra y paz en la frontera nazarí desde las fuentes árabes », dans Pedro Segura Artero (coord.), *Actas del Congreso La frontera oriental nazarí como sujeto histórico (s. XIII-XVI) (Lorca-Vera, 22-24 de noviembre de 1994)*, Instituto de Estudios Almerienses, Almeria, 1997, p. 79-92.

Watt, W. Montgomery, *Islamic Political Thought*, Edinburgh University Press, Edimbourg, 2003.

Weber, Max, *El político y el científico*, Alianza Editorial, Madrid, 1972.

© IFAO 2026 AnIsl en ligne https://www.ifao.egnet.net